

## La représentation et la démocratie d'opinion

### PROBLÉMATIQUES

Qu'est-ce que la démocratie d'opinion ?

La démocratie d'opinion puise sa légitimité dans le nombre, c'est-à-dire dans l'expression spontanée des citoyens dont la somme forme une opinion publique. **La légitimité de la démocratie d'opinion n'est pas la même que celle de la démocratie représentative**, organisée autour de l'élection d'une élite politique par un corps électoral. On peut cependant concevoir que la démocratie d'opinion et la démocratie représentative sont complémentaires pour le bon fonctionnement des démocraties contemporaines. En dehors des scrutins électoraux qui se produisent à intervalles réguliers, il est en effet souhaitable que l'avis des citoyens sur les grandes questions économiques et sociales soit recueilli de manière permanente ou quasi permanente afin d'orienter l'action des gouvernants. Outre ce caractère permanent, la démocratie d'opinion présente également l'avantage d'être médiatique, puisqu'elle s'appuie sur ces supports modernes de communication que sont les différentes formes de presse, internet ; et aussi d'être directe, puisqu'elle se défie des intermédiaires, permettant même dans le système présidentiel un dialogue entre l'opinion et le Président de la République. Néanmoins, dans un certain nombre de cas, la démocratie d'opinion est perçue comme un renoncement à l'action politique, parce qu'elle conduit dans ses formes extrêmes à prendre des décisions en fonction d'une opinion publique souvent versatile, mal informée et parfois construite de manière artificielle. Ce qui amène à s'interroger sur le concept d'opinion publique.

### DEMARCHES

Quelles nuances apporter à la notion d'opinion publique ?

On peut conduire cette analyse d'un point de vue à la fois philosophique, historique et sociologique.

Du point de vue philosophique, il est bon de s'attacher à définir correctement le terme d'opinion publique. Or, les mots «opinion» et «public», sans parler de leur juxtaposition, sont eux-mêmes polysémiques. L'opinion est-elle une croyance? Si l'opinion se rapproche de la croyance en ce qu'elle s'oppose au savoir qui résulte de la pensée scientifique, elle s'en distingue par le fait qu'elle peut être vraie (il y a des «opinions droites»). D'ailleurs, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours, le mot opinion oscillera entre le doute et la certitude, l'opinion désignant tantôt un jugement individuel assuré (relevant de l'«avis» ou de la «certitude»), tantôt un jugement individuel incertain (synonyme alors de «point de vue», d'«impression», ou même d'«absence de jugement»). Quant au mot «public», il est encore plus complexe et nuancé. On le différencie à la fois de la foule et de la masse. Alors que la masse est un

ensemble d'individus anonymes et dispersés, peu organisés et incapables d'agir de concert, et que la foule est au contraire une collectivité bien définie caractérisée par la fusion des individus dans un esprit et un sentiment partagés qui estompent les différences individuelles (G. Le Bon, *Psychologie des foules*, 1895), le public se singularise à la fois par sa dispersion et sa permanence, se formant autour d'une cause ou d'un but, avec l'objectif de faire progresser une opinion ou un intérêt. L'avènement du public est un signe de la démocratie libérale moderne et il est en rapport étroit avec la naissance de la bourgeoisie en tant que groupe social. C'est ainsi que J. Habermas (*L'espace public, Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Payot, 1978) montre que la sphère publique bourgeoise se constitue avec l'émergence d'un capitalisme commercial où les personnes privées se rassemblent en un lieu public pour discuter avec les représentants locaux du pouvoir des règles de l'échange.

Dans une perspective plus historique, force est de reconnaître que l'expression collective est un phénomène de masse dont la réalité a été reconnue depuis fort longtemps. Dès le Ve siècle avant Jésus-Christ, Hérodote faisait tenir au Perse Oranès des propos sur les vertus de la *vox populi*. Plus proche de nous, Machiavel n'hésitait pas à en faire la base du pouvoir: «C'est du peuple qu'il importe de mériter l'affection, car il est le plus fort et le plus puissant» (*Le Prince*, 1513, chapitre XIX). Il est cependant communément admis que l'opinion publique est une invention des démocraties parlementaires modernes; elle est historiquement liée au climat intellectuel qui accompagne la disparition du pouvoir absolu. Si la paternité du concept d'opinion publique est attribuée à J.-J. Rousseau, bien qu'il l'emploie dans le *Discours sur les Sciences et les Arts* (1750) en son sens traditionnel, à savoir celui de l'expression collective des valeurs morales et sociales du peuple, il faut attendre L.-S. Mercier (*Notions claires sur les gouvernements*, Amsterdam, 1787) pour voir s'affirmer l'idée de l'opinion publique comme force politique. De même, à la veille de la Révolution Française, Jacques Necker, ministre des finances de Louis XVI, popularisera la notion d'opinion publique à travers l'Europe. Pour Necker, l'opinion publique est «l'esprit de la société», le fruit d'une communication incessante entre les hommes. Il affirme que c'est «un tribunal où tous les hommes qui attirent sur eux des regards sont obligés de comparaître: là, l'opinion publique, comme du haut d'un trône, décerne des prix et des couronnes, fait et défait les réputations». L'émergence d'une opinion publique éclairée à cette époque comme force politique est liée au développement de la classe moyenne, autrement dit de la bourgeoisie, ainsi qu'à la diffusion des institutions démocratiques, et aux progrès de l'alphabétisation. Toutefois, l'opinion publique «éclairée» ne concerne pas encore tous les citoyens, mais seulement les individus qui vivent dans les villes, sont capables de lire, d'écrire et de suivre les nouvelles. Il faudra attendre les conséquences de la Révolution Française pour voir naître l'idée d'une opinion publique embrassant toutes les masses urbaines, au-delà de la bourgeoisie. L'apparition de ce nouveau phénomène, doté d'une puissance redoutable, signifie la constitution d'une véritable force politique dont l'action ne cessera de se développer jusqu'à nos jours.

Sous l'angle maintenant de l'analyse sociologique, même si quelques sociologues à l'image de Jean Stoetzel (qui a créé l'Institut Français d'Opinion Publique en 1938) mettent en relief le fait que les sondages d'opinion fournissent des points de repère sur l'état d'esprit de telle ou telle catégorie de la population, et contribuent également à une meilleure expression du jeu démocratique en remplissant des fonctions d'information, d'aide à la décision et de réducteur d'incertitude, de nombreux spécialistes sont beaucoup plus réservés sur la notion d'opinion publique.

Les premières critiques portent sur le fait que l'opinion publique ne saurait être la somme d'opinions individuelles. Si à la base de l'opinion publique se situe l'individu, il n'en reste pas moins qu'il s'agit d'un processus fondamentalement social, non seulement parce que les opinions exprimées sont orientées vers les autres, mais également parce qu'elles résultent des discussions avec autrui. Ce phénomène de persuasion a été établi dès les années cinquante aux États-Unis par E. Katz et P.F. Lazarsfeld dans un ouvrage de référence (*Personal influence, the part played by people in the flow of mass communications*, 1955) où ils élaborent le modèle désormais classique des deux étapes de

communication (*the two-step flow of communication*) qui démontre l'importance des groupes primaires auxquels appartient l'individu dans le processus d'influence sociale. Selon Katz et Lazarsfeld, le groupe primaire est une sorte de barrage efficace face à l'influence des médias, et les leaders d'opinion (ceux qui sont reconnus comme experts par leurs pairs, et qui présentent eux-mêmes la caractéristique d'être de grands consommateurs de médias) jouent un rôle fondamental pour influencer les opinions et les décisions des individus.

D'autres critiques se focalisent sur le fait que l'opinion publique présente un caractère artificiel. Il en est ainsi de la thèse de la fonction d'agenda (*agenda-setting*) proposée par des chercheurs américains en sciences politiques dans les années soixante-dix (M. Mc Combs et D. Shaw, «The agenda-setting function of mass media», *Public Opinion Quarterly*, 1972) qui repose au départ sur une double constatation: premièrement, les événements sont trop nombreux pour que les médias puissent leur consacrer une attention égale; deuxièmement, le public ne peut assimiler tout ce qui est relaté par les médias. Une certaine sélection des événements s'impose alors d'office, dans laquelle les médias définissent le calendrier des événements et la hiérarchie des sujets. Pour Mc Combs et Shaw, si la presse ne peut pas réussir à dire aux gens ce qu'il faut penser, elle est extrêmement efficace pour dire ce à quoi il faut penser. Les médias sont alors conçus comme des bâtisseurs de la réalité économique et sociale, et cette activité de structuration de l'information prend une importance considérable à des moments cruciaux, comme lors des crises politiques ou au moment des élections. Le caractère artificiel de l'opinion publique est également illustré par les études regroupées sous le label d'ignorance pluraliste (*pluralistic ignorance*) ou de spirale du silence. L'ignorance pluraliste renvoie à une situation où les membres d'une société ignorent leur accord tacite sur une question. Dans ces conditions, une opinion minoritaire peut rencontrer une entente surprenante, créant l'impression d'une conversion majoritaire à la nouvelle opinion. E. Nöelle-Neumann (*The Spiral of Silence, Public Opinion-Our social skin*, Chicago, Chicago University Press, 1984) analyse ainsi la relation entre la perception de l'opinion majoritaire (que les individus croient majoritaire) et le consentement à exprimer l'opinion privée sur certains points. Ceux qui imaginent que leur opinion est contraire à l'opinion de la majorité supposée (et qui sont bien souvent les individus les plus défavorisés) préfèrent se taire, redoutant l'isolement social. Ils s'enfoncent dans le silence, ce qui donne une visibilité supplémentaire à la seule opinion publiquement exprimée.

Enfin, les critiques les plus radicales mettent même en cause l'existence de l'opinion publique telle qu'elle est perçue à travers les sondages. Il en est ainsi de Pierre Bourdieu («L'opinion publique n'existe pas», in *Questions de sociologie*, 1980) qui reproche à la pratique des sondages de reposer sur trois postulats erronés qui sont que tout le monde peut avoir une opinion, que toutes les opinions se valent, et que toutes les questions posées méritent de l'être. Dans ces conditions, l'opinion publique est une illusion qui a pour fonction de «dissimuler que l'état de l'opinion à un moment donné est un système de forces», et le risque d'instrumentalisation et de manipulation des sondages est alors grand, d'autant plus que ceux-ci reposent sur l'argument de la scientificité.

## POUR ALLER PLUS LOIN

- Antoine Jacques, Histoire des sondages, Odile Jacob, 2005.
- L'état de l'opinion 2010, Seuil, TNS SOFRES.
- Lazar Judith, L'opinion publique, Sirey, 1995.
- Manin Bernard, Principes du gouvernement représentatif, Calmann-Lévy, 1995.
- Meynaud Hélène, Duclos Jacques, Les sondages d'opinion, Repères La Découverte, 1989.
- Padioleau Jean-Gustave, L'opinion publique, Mouton, 1991.